



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Paris - Vendredi 21 mars 2014





Approbation du PV de l'AG 2013





Rapport moral
de Sylvie Rebière-Pouyade, présidente de l'IRDSU





Bilan d'activités 2013

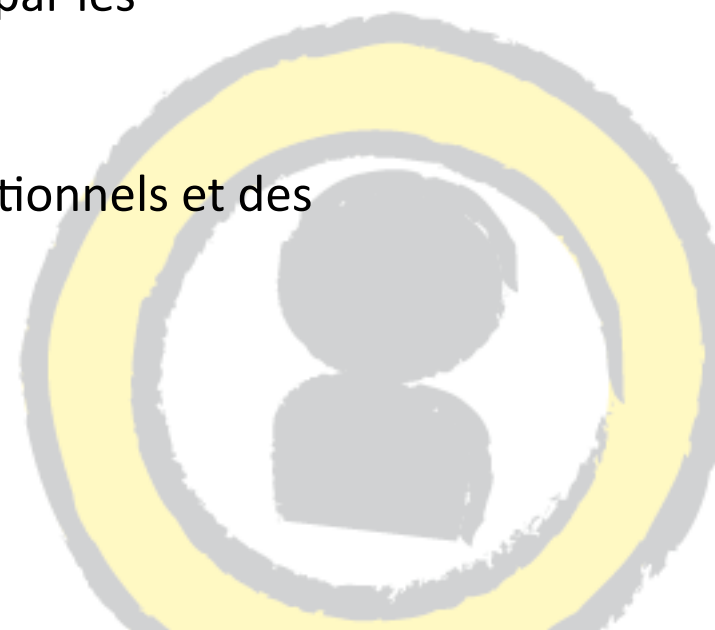




BILAN 2010 - 2013,

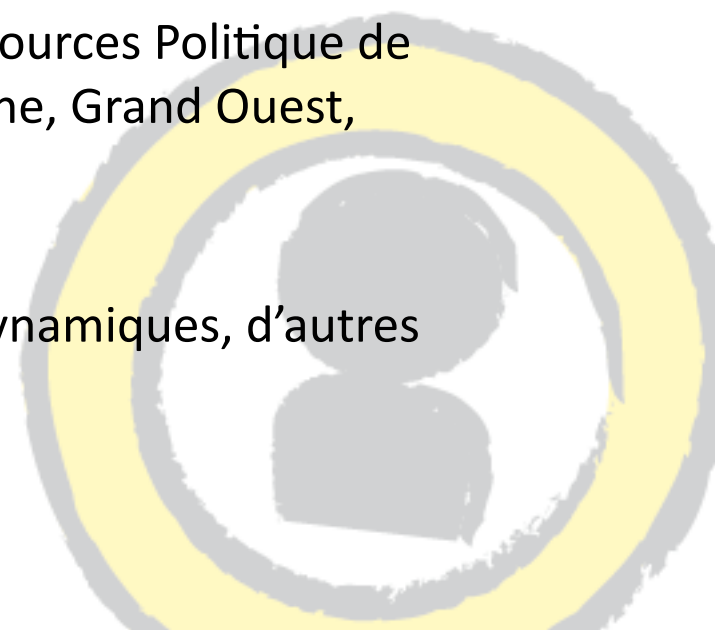
ce qu'il faut **RETENIR...**

- Un développement de l'activité, des projets, des rencontres, des productions...
- Des instances nationales mieux organisées (CA, Bureau, AG)
- Une meilleure reconnaissance de l'IRDSU par les professionnels et les institutions
- Une consolidation des partenariats institutionnels et des ressources



1- L'animation des RESEAUX régionaux et départementaux

- 15 régions couvertes (avec 4 nouveaux réseaux : Auvergne, Picardie, Champagne-Ardenne, Val-de-Marne)
- Des réseaux actifs : des solidarités, des contacts, des réunions, des rencontres régionales (+ de 40 journées en 4 ans), des productions régionales...
- Des partenariats avec des Centres de Ressources Politique de la ville (CRPV) : PACA, Rhône-Alpes, Lorraine, Grand Ouest, Aquitaine...
- Mais des réseaux hétérogènes: certains dynamiques, d'autres fragiles ou « en sommeil »



2- Des OUTILS à disposition des professionnels

- Un site internet très fréquenté (5 000 à 9 000 visiteurs différents chaque mois)
- Une veille documentaire et info réactive et attendue
- Des outils de partage et d'échange (SVP, forums, bourse d'emploi,...)



3- La contribution aux DEBATS publics

- Une enquête annuelle reconnue
- Des Journées nationales (5 en 4 ans)
- La participation à des groupes de travail nationaux du ministère de la ville (ingénierie locale, observation locale, Concertation nationale, politiques de cohésion européennes, avenants expérimentaux CUCS, ...)
- Des contributions (12 en 4 ans) et des communiqués (14 en 4 ans)
- La participation au CNV et à l'ONZUS
- Une ouverture sur la dimension européenne (PUI, nouvelle politique de cohésion,...)



4- L'animation de GROUPES DE TRAVAIL et l'implication dans des plateformes

- Des groupes de travail de réflexion de fond, animés par l'IRDSU (ex-chantiers) :
 - Ingénierie et métiers du développement territorial
 - Projet de territoire / développement durable et Politique de la Ville
 - Renouvellement urbain
 - Egalité de traitement, prévention et lutte contre les discriminations
- Des plateformes partenariales
 - Plate-forme des métiers du développement territorial
 - Collectif Pouvoir d'Agir
 - Séminaire de Promotion de l'Intervention Sociale Communautaire
 - Projet « En associant leurs parents, tous les enfants peuvent réussir »
- Avec un effort (encore insuffisant) fait sur la production et la capitalisation

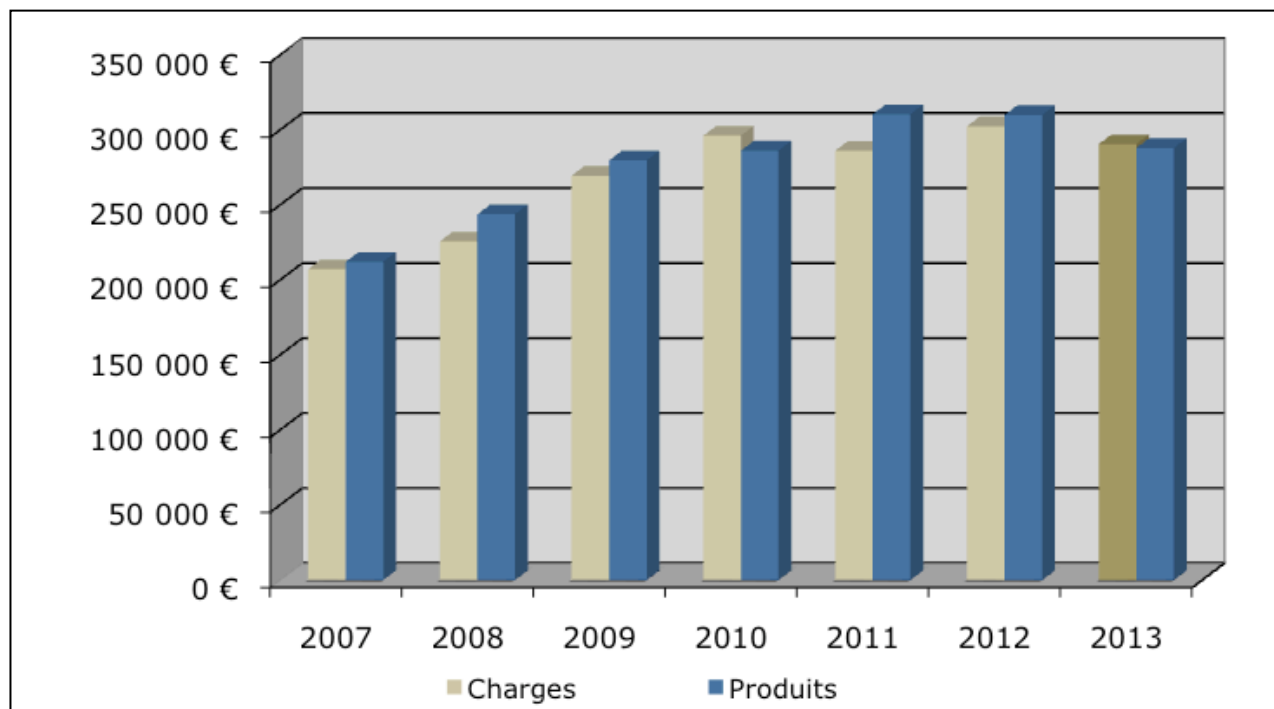


Bilan financier 2013



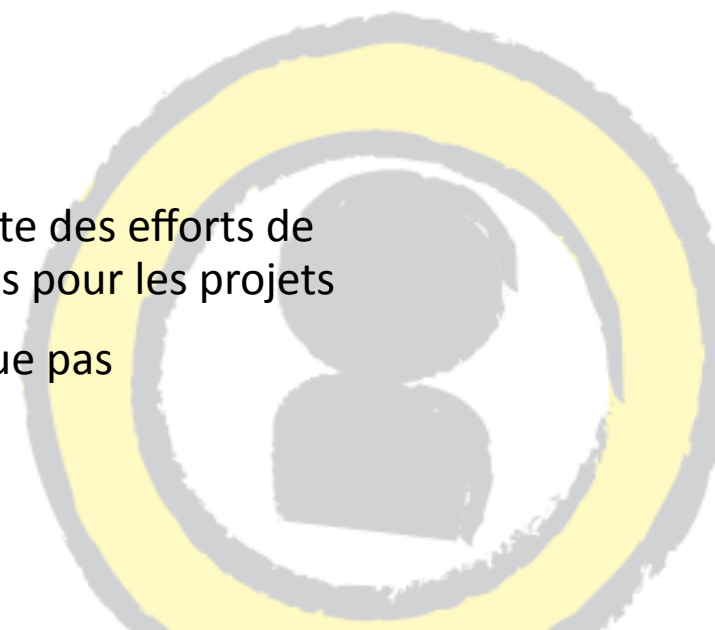
Le bilan financier

- Un budget global 2013 de 290 000 €



Le bilan financier

- Une situation saine
 - La convention avec l'État renouvelée
 - La progression de l'abonnement participatif (28% du budget)
 - Des fonds associatifs constitués
 - Une équipe consolidée de 3 permanents
- Mais
 - Un résultat légèrement négatif
 - Un budget global en baisse qui nécessite des efforts de gestion et limite les moyens disponibles pour les projets
 - Un « modèle économique » qui n'évolue pas



Le bilan financier

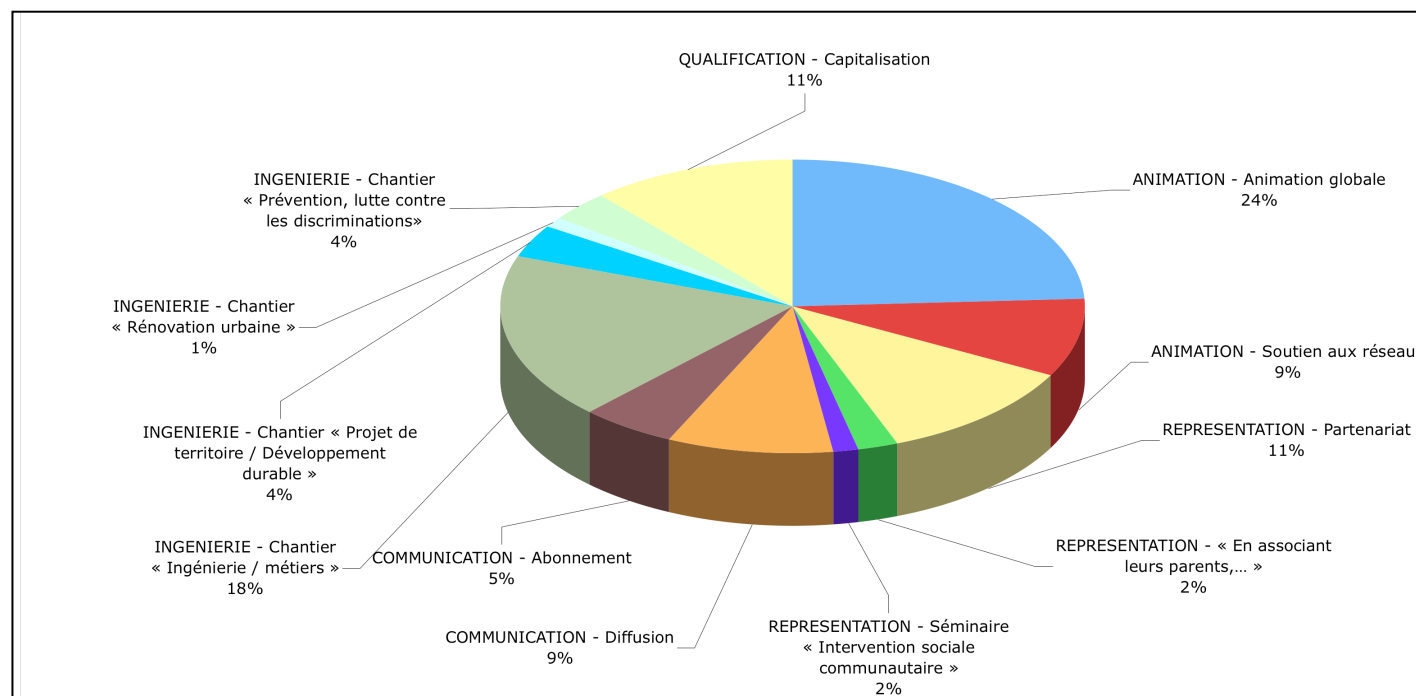
24 % des moyens utilisés pour l'animation globale

9 % pour le soutien aux réseaux régionaux

11 % pour les partenariats et la participation aux débats nationaux

31 % pour les groupes de travail et les plateformes

25 % pour la communication, la production et la capitalisation





Lecture du rapport du commissaire aux comptes





Projet associatif 2014-2017





2014, un nouveau

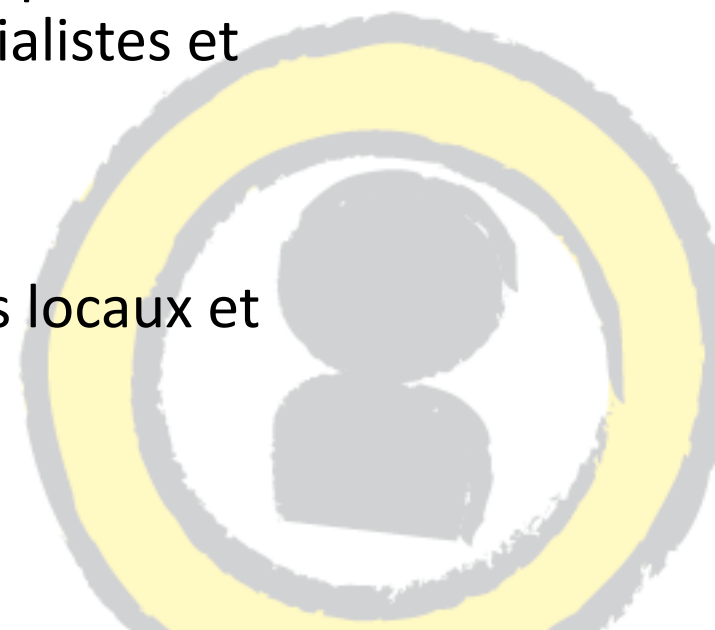
PROJET ASSOCIATIF

- Quatre ans de réflexion en AG, CA, Bureau...
- ⇒ La volonté de définir un nouveau projet associatif 2014-2016 qui s'appuie sur :
- De nouveaux statuts
 - Un « Charte de l'adhérent »
 - Un site internet renouvelé
 - Un projet politique mis à jour
 - Un projet opérationnel renouvelé, autour de 6 pôles



1- Les RÉSEAUX et les PARTENARIATS

- Le maillage territorial (soutien aux réseaux, animations en région, contacts avec les adhérents isolés,...)
- L'animation des instances nationales (AG, CA, Bureau)
- L'ouverture à toute la communauté professionnelle du développement territorial, spécialistes et généralistes
- Le développement des partenariats locaux et nationaux



2- La coopérative de SERVICES

- Le nouveau site internet
- Les outils en ligne (SVP, bourse d'emploi...)
- L'abonnement participatif



3- Les INSTANCES et les GROUPES DE TRAVAIL nationaux

- Les « ateliers » thématiques (CA et AG)
- Les « Journées nationales des professionnels du DSU »
- Les groupes de travail issus du projet associatif
- Les groupes de suivi ponctuels (préfigurations, crédits européens...)
- Les plateformes partenariales



4- La CAPITALISATION et la CONTRIBUTION au débat public

- La capitalisation et le « porté à connaissance » des travaux de l'IRDSU
- La production de points de vue
- La participation au débat public et les stratégies d'alliance



5- La PROSPECTIVE, les ÉTUDES et la RECHERCHE

- Les enquêtes et études réalisées par l'IRDSU
- L'accueil de professionnels-chercheurs et d'étudiants
- Le suivi et la valorisation des « recherche-action » des plateformes
- Le partenariat avec les experts et la valorisation des études et recherche sur le site internet



6- La GESTION, l'ORGANISATION et les RESSOURCES HUMAINES

- Des professionnels impliqués : la première richesse et un engagement à développer et à accompagner
- Une situation financière saine mais sans marge de manœuvre
- De nouvelles perspectives à construire ?





Budget prévisionnel 2014



BUDGET PRÉVISIONNEL 2014

- Un budget de continuité appuyé sur
 - le renouvellement du financement de l'État (200 000 €)
 - la progression de l'abonnement participatif
 - Une activité soutenue, avec le « temps fort » des « Journées nationales » d'août à Toulouse
 - La mise en œuvre de nouveaux groupes de travail nationaux
- + Une réflexion à mener dès 2014 sur le modèle économique de l'association



VOTES

- PV de l'AG 2013
- Rapport moral
- Rapport d'activités
- Bilan financier
- Affectation du résultat 2013
- Rapports du commissaire aux comptes
- Projet opérationnel 2014
- Budget prévisionnel 2014
- Pouvoir pour les formalités
- MOTION n°1 : Renouvellement du mandat du commissaire aux comptes



ASSEMBLÉE GÉNÉRALE

Paris - Vendredi 21 mars 2014

